
ARCHIVES COMMUNISTES MLM



Résolution pour l'unité de la classe ouvrière et le développement du Front populaire

juin 1935

Les élections municipales et les élections au conseil général de la Seine ont marqué une avance importante de la classe ouvrière et un large développement du Front populaire, tant à la ville qu'à la campagne.

Les forces réactionnaires et fascistes, qui étaient parvenues à maintenir leurs positions lors des élections cantonales en octobre dernier, accusent un recul certain.

Ces succès sont avant tout le résultat de la politique unitaire et

de rassemblement de la population laborieuse poursuivie inlassablement par notre Parti et de sa lutte efficace pour le pain, la paix et les libertés démocratiques.

L'unité de la classe ouvrière qui parvient à surmonter une à une les difficultés est en progrès.

Durant cette dernière période l'attestation en est donnée par les nombreuses manifestations uniques qui se sont déroulées à travers le pays, plus particulièrement le 1er mai, par le magnifique défilé unique devant le Mur des Fédérés, par le rapprochement toujours plus intime des ouvriers et organisations confédérées et unitaires, par la fusion au sein d'une seule organisation syndicale des cheminots d'Alsace-Lorraine, par la progression des voix unitaires aux élections de délégués du personnel sur les réseaux du Nord et de l'Etat où la résistance des chefs confédérés à l'unité syndicale est la plus vive.

Les succès du Front populaire inquiètent la bourgeoisie qui n'abandonne pas ses plans fascistes et persévère dans sa politique qui tend à faire supporter aux travailleurs, à toutes les petites gens, tout le poids de la crise économique et financière qui s'aggrave.

Les spéculateurs et les pillards de l'épargne mènent une attaque violente contre le franc.

Les dévaluationnistes poursuivent leur propagande néfaste.

Au lieu de prendre des mesures énergiques contre ces ennemis de la nation laborieuse, les gouvernants réclament les pleins pouvoirs pour développer, au moyen des décrets-lois, une politique de spoliation du peuple travailleur.

Les compagnies de chemin de fer, les spéculateurs et les marchands de canons qui poussent à la guerre et alimentent la propagande des hitlériens français, sont les véritables responsables du déficit budgétaire.

La défense de la paix

Le Comité central du P.C.F. se félicite d'avoir bien servi la cause de la paix en luttant pour le pacte d'assistance mutuelle, dont la signature constitue, dans l'état actuel de l'Europe, la meilleure garantie de paix contre l'hitlérisme, principal fauteur de guerre, ennemi le plus dangereux de la sécurité des peuples.

Mais il convient d'exercer une vigilance extrême, d'autant plus que la politique du ministère des Affaires étrangères, sous la direction de Laval, est un encouragement aux ennemis de la paix.

Le peuple de France a approuvé les efforts déployés par l'Union soviétique pour la sauvegarde de la paix, Il exige l'application loyale du pacte d'assistance mutuelle.

Le Parti communiste continuera, sans répit, sa lutte pour la paix, pour assurer la défense du peuple de France qui ne veut pas de la guerre.

Il continuera d'apporter à l'Union soviétique son soutien inconditionné et à agir, au cas où une agression militaire se produirait contre l'U.R.S.S., pour la défaite de l'agresseur.

Le Comité central du P.C.F. approuve sans réserve la déclaration du camarade Staline, chef du prolétariat mondial, comme absolument conforme aux intérêts de la paix.

Il approuve la déclaration du bureau politique, du 17 avril 1935, Stipulant :

« Qu'aussi longtemps que l'armée est entre les mains de la bourgeoisie, elle peut être utilisée comme instrument d'oppression contre les travailleurs de France et contre les peuples coloniaux, pour mener une guerre de brigandage impérialiste et pour servir éventuellement à une agression antisoviétique.

C'est pourquoi le Parti communiste persiste dans son refus de voter les budgets de guerre et combat le retour aux deux ans et le maintien à la caserne du contingent libérable.

C'est pourquoi nous luttons pour écarter de l'armée les officiers fascistes ou réactionnaires.

C'est pourquoi nous luttons vigoureusement contre les excitations chauvines des bandes fascistes, dont la plupart des dirigeants sont liés avec Hitler. »

Sur le chemin de l'unité

La gravité de la situation, les dangers qui pèsent sur l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes exigent du Parti communiste des efforts toujours plus grands pour continuer à développer et organiser pratiquement le Front populaire.

En appliquant les décisions du Comité central qui ont abouti à la réunion des groupes de gauche, en formulant des propositions concrètes correspondant aux vœux du pays, la fraction parlementaire a contribué au développement du Front populaire.

Au mépris de la volonté du pays, exprimée les 5, 12, 26 mai et 2 juin, les ennemis du peuple veulent pratiquer une politique de pleins pouvoirs afin d'écraser les masses travailleuses.

Le Parti communiste poursuivra, sans répit, son activité pour que l'unité d'action qui a déjà tant donné à la classe ouvrière, qui a, aux dernières élections, assuré l'échec de nombreux réactionnaires et fascistes, puisse se manifester avec toute la force nécessaire et poursuivre sa marche en avant jusqu'à la constitution du parti unique du prolétariat.

Le Comité central est heureux de constater que les contacts entre ouvriers communistes et socialistes sont toujours plus étroits et plus fraternels.

C'est la bonne méthode qui permettra au pacte d'unité d'action, dont les bienfaits pour la classe ouvrière sont inappréciables, de donner toute sa mesure.

Les incidents minimes et localisés qui peuvent se produire (Puteaux, Suresnes, etc...) ne peuvent en rien atténuer la vigueur de l'action commune et fraternelle des ouvriers socialistes et communistes, ni ralentir son développement.

A plusieurs reprises le Parti communiste a suggéré des réunions communes entre sections socialistes et rayons communistes, pour discuter des problèmes de l'unité organique et permettre à la base des deux partis d'apporter sa contribution à l'édification du parti unique.

Cette méthode apparaît la meilleure.

Les réunions communes à la base seraient de nature à permettre, dans un délai assez rapproché, la tenue d'une

conférence nationale qui déciderait de la convocation du congrès d'unification.

Soucieux de tout mettre en oeuvre pour atteindre ce but, le Comité central décide la publication d'un projet de charte pouvant servir de base à la discussion pour l'unité politique de la classe ouvrière.

Il se réjouit des résolutions adoptées par de nombreuses fédérations socialistes en prévision du congrès du Parti socialiste de Mulhouse et qui affirment la nécessité de développer l'unité d'action et de marcher hardiment à la réalisation de l'unité organique.

Le Parti communiste, avec toutes ses organisations, poursuivra son travail de rapprochement auprès des travailleurs radicaux.

Il estime nécessaire, et il s'y emploiera, que les contacts établis sur le plan parlementaire aient leur prolongement dans les villes et les villages de France dans le but d'opérer de larges rassemblements populaires, durables et fraternels, pour l'action commune qui garantira les intérêts du peuple, ses libertés et la paix.

La défense du pain des travailleurs

La menace des pleins pouvoirs et des décrets-lois met en relief l'importance de la lutte pour le pain.

Les communistes, qui ont su remporter de grands succès dans la lutte antifasciste et pour la défense de la paix, doivent se tourner avec plus d'allant vers la défense des revendications immédiates de toutes les couches de la population laborieuse et vers le travail syndical.

C'est là une des conditions essentielles du développement du Front populaire et de son succès sur le capitalisme et ses bandes fascistes.

Le Front populaire aurait une ampleur bien plus considérable, il deviendrait invincible si, par la réalisation de l'unité syndicale, était assurée l'unité d'action des ouvriers dans les entreprises et les bureaux de pointage.

La classe ouvrière se demande pourquoi l'unité syndicale tarde tant à se réaliser.

Les communistes soutiennent toute action pour l'unité syndicale, c'est pourquoi ils doivent appuyer avec plus de vigueur encore l'action de la C.G.T.U, pour renverser les barrières qui s'opposent, de par la volonté de certains dirigeants de la C.G.T., à la réunion, au sein d'une seule centrale syndicale, de l'ensemble de la classe ouvrière.

Ils doivent contribuer à accélérer par tous les moyens les fusions à la base, la constitution et le développement des syndicats uniques et le renforcement massif des syndicats unitaires qui constituent la force principale d'unité syndicale.

En tant que syndiqués actifs il est du devoir des communistes, en respectant scrupuleusement la démocratie syndicale et l'indépendance des syndicats, d'œuvrer avec initiative, intelligence et persévérance à l'élaboration des cahiers de revendications, des contrats collectifs de travail et de suggérer, en travaillant à leur application, les méthodes d'action capables de les faire triompher.

Le Parti communiste, qui lutte pour l'unification des forces de la classe ouvrière, est décidé aux plus grands sacrifices pour

que les adversaires de l'unité syndicale n'aient aucun prétexte, même injustifié, pour retarder encore l'heure de la réalisation de l'unité syndicale.

Le front populaire doit organiser la défense des revendications des masses paysannes.

Les communistes doivent entrer en contact avec les diverses organisations quelle que soit leur étiquette et grouper des paysans et leur faire des propositions d'action revendicative qui s'inspirent du programme du Front populaire.

Les municipalités communistes ont pour tâche essentielle la défense des intérêts de la population laborieuse de leurs cités.

Elles doivent aider au groupement de toutes les victimes de la crise économique dont le capitalisme est seul responsable.

Elles ne sauraient remplir cette mission sans apporter un concours absolu et dévoué aux actions économiques et politiques des travailleurs.

Le Comité central se félicite que des milliers de travailleurs se soient rassemblés sous le drapeau du communisme.

Le renforcement numérique du Parti et de ses cadres sont les conditions préliminaires qui lui permettront de jouer son rôle avec succès dans le Front populaire et le développement ultérieur de la situation.

Nous devons donc rassembler encore des milliers de nouveaux combattants sous notre drapeau.

Le Comité central salue les milliers de jeunes qui, pour se

défendre, ont rejoint les rangs de la jeunesse communiste.

Tous les amis de la paix et de la liberté sont heureux de voir que des couches toujours plus larges de jeunes travailleurs se rangent aux côtés de leurs frères adultes pour la bataille commune.

Vive le gouvernement ouvrier et paysan!

Le Comité central du P.C.F. souligne, une fois de plus, que seulement un gouvernement ouvrier et paysan, seulement la République française des Soviets, organe de la dictature du prolétariat, qui est le régime du plein épanouissement de la démocratie, pourra mettre fin à la crise économique, assurer au pays l'ordre, la prospérité, le bien-être, la liberté et la paix, en même temps qu'il réduira les ennemis du peuple à l'impuissance.

En poursuivant ce but, le Comité central pense que dans le moment présent il y a place en France pour une politique tenant compte de la volonté populaire.

Le peuple de France n'a pas besoin des Tardieu, des Flandin, des Laval.

Il veut qu'on fasse payer les riches, qu'on défende le franc menacé, qu'on prenne contre les spéculateurs les mesures répressives qui s'imposent, qu'on assure la défense des libertés démocratiques, de la laïcité, le désarmement et la dissolution des ligues fascistes, la défense de la paix dans le développement de la collaboration loyale avec l'Union soviétique.

Le Comité central déclare à nouveau que les communistes

soutiendront dans les assemblées électorales et dans le pays, toutes les mesures conformes aux intérêts du peuple.

Les communistes agissent ainsi parce qu'ils n'ont pas d'autres intérêts que ceux du peuple, parce qu'ils ne poursuivent pas d'autres buts que ceux conformes aux aspirations et à la volonté des travailleurs.

Le Parti communiste de France qui, en luttant sous le drapeau de l'Internationale communiste, en collaboration fraternelle avec les travailleurs socialistes ainsi que les travailleurs de toutes tendances, a fait reculer le fascisme dans notre pays, est décidé à mettre tout en œuvre pour rendre plus vivante et plus forte l'unité d'action, pour dresser dans tout le pays un vaste Front populaire du travail, de la paix et de la liberté, qui assurera la victoire des travailleurs de France et les acheminera vers le triomphe de la cause des travailleurs.